



SECURITY DEFENSE

Business review

N° 80 • 19 Mars 2013

L'actu de la Menace

→ Syrie : les masques tombent

Le 04 mars, dans la Province d'Al Anbar à l'ouest de l'Irak, un convoi de soldats syriens blessés, qui s'y étaient réfugiés pour fuir les combats les opposant aux rebelles sur le sol syrien, escortés par des gardes irakiens vers la frontière pour être rendus à la Syrie, a été attaqué par des membres de l'ISI, une branche d'Al Qaeda. Bilan: 48 soldats syriens et 9 gardes irakiens tués. Par ailleurs, faute de pouvoir vaincre militairement l'armée régulière syrienne, les rebelles anti-Assad prennent maintenant des otages de la communauté internationale. La katiba rebelle dite des "Martyrs de Yarmouk" a tendu une embuscade à une patrouille de Casques bleus Philippins, le 06 mars, et a fait «prisonniers» 21 observateurs non armés de l'ONU chargés de contrôler le respect de la ligne de cessez-le-feu, devenue frontière informelle entre le Golan occupé par Israël depuis sa victoire de 1967 et le territoire syrien, la katiba exigeant pour relâcher ses otages que l'armée régulière syrienne se retire de la région. Le Président philippin a dénoncé "une violation grossière du droit international". Sur le même registre, que dire aussi de la vidéo montrant l'exécution sommaire, par ce même groupe rebelle, de soldats syriens faits prisonniers lors de la prise du village de Djamla en février ? Où sont les professionnels des droits de l'homme qui poussent la France à donner des armes aux rebelles syriens ? (avec *Le Figaro* et *l'AFP*)

→ Corée du nord : jusqu'où ?

Après son troisième essai nucléaire depuis 2006, effectué le 12 février, Pyongyang a annoncé la rupture des accords de non-agression signés avec le sud en 1991 et a franchi un pas supplémentaire dans sa rhétorique hostile et délirante, en menaçant de lancer une attaque nucléaire contre l'Amérique. "Etant donné que les Etats-Unis sont sur le point de déclencher une guerre nucléaire, nous exercerons notre droit à une attaque nucléaire préventive contre le quartier général de l'agresseur, afin de protéger nos intérêts suprêmes...et la guerre ne serait pas confinée à la péninsule coréenne", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Corée du nord. Peu d'analystes croient à une attaque nord-coréenne contre Washington, mais certains responsables à Séoul craignent que le Nord tente une escarmouche armée afin de tester la détermination militaire de Park Geun-hye, la toute nouvelle présidente de Corée du Sud. Le risque, dans ce contexte, est de voir un incident de frontière dégénérer et échapper à tout contrôle avant d'avoir pu convaincre les dirigeants du régime communiste de Corée du Nord qu'ils feraient mieux de faire leur autocritique avant d'appuyer sur le bouton du feu nucléaire. *AFP*

SOMMAIRE

- > Interview de Bernard Lugan, Historien p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > Dans les secteurs p.6

AGENDA

- > 26 - 30 Mars 2013 - Langkawi, Malaisie LIMA 2013
- > 04 Avril 2013 - ERDP Lille, France Le Renseignement en France
- > 09 - 12 Avril 2013 - Rio de Janeiro, Brésil LAAD Defence & Security
- > 14 - 16 Avril 2013 - Gothenburg , Suède 12th European Security Conference
- > 15 - 18 Avril 2013 - Moscou, Russie MIPS

Plus d'infos

→ Algérie

Peu de jours sans émeutes dans différentes villes depuis le début de l'année, pour des problèmes d'accès au logement social, faisant des dizaines de blessés dans des affrontements avec la Police. Attention que le premier mort n'enflamme pas le pays comme l'Egypte et la Tunisie précédemment...

Interview de Bernard Lugan*

Historien et Directeur de la revue L'Afrique Réelle

◆ **SDBR : D'où vous vient cette connaissance particulière que vous avez de l'Afrique ?**

BL : Je suis Professeur d'Histoire de l'Afrique et je travaille sur le sujet depuis 1972, date de mon premier poste, lorsque j'ai été nommé à l'Université du Rwanda. J'ai fait toute ma carrière en Afrique. J'ai soutenu deux thèses et publié une trentaine de livres sur l'Afrique, et mon originalité est triple. Premièrement, je ne suis pas un pur historien puisque je suis à la fois géographe, ethnologue et historien, et ce qui m'intéresse c'est l'histoire des peuples. Deuxièmement, je travaille sur la longue durée contrairement à la plupart des africanistes français, qui travaillent sur la période contemporaine en ignorant trop souvent ce qui s'est passé avant cette période; pour moi, la période contemporaine est l'aboutissement de mes travaux sur la période ancienne car il y a un vrai continuum historique, régulièrement passé sous silence ou ignoré. Troisièmement, à la différence d'autres, je ne suis pas spécialiste d'un confetti territorial mais de toute l'Afrique, grâce à un cursus qui m'a mené par des phases de plusieurs années dans toutes les régions d'Afrique: dans la partie orientale et interlacustre** pendant 10 ans, puis encore 10 ans en Afrique australe, avant de revenir dans la zone saharienne. J'ai donc une vision à la fois régionale et globale de l'Afrique.

◆ **Parlons du Sahel si vous voulez bien. Quelle vision globale portez-vous sur cette zone ?**

Le Sahel part de l'Atlantique (Mauritanie) et va jusqu'au nord de l'Érythrée. Selon moi, le Sahel représente un Rift (*fossé*) géographique et racial. C'est un Rift mais ce n'est pas une frontière, car c'est une zone de contact entre le nord et le sud. Horizontalement cette bande sahélienne, qui concerne plus ou moins 10 Etats au sud du Sahara et au nord de la Savane, est la grande frontière séparant une Afrique "blanche" et les Afriques noires. Tous ces Etats ont une même originalité; chacun est divisé en 2 zones avec, au nord, généralement une zone pastorale de transhumance, et au sud une zone agricole ou agro-pastorale. En résumé, le nord de chaque Etat est plutôt peuplé par des nomades et le sud plutôt par des sédentaires. Donc, en plus de l'opposition de type géographique et racial, nous avons dans ces Etats des oppositions de type économique et culturel liées aux modes de vie et aux ressources. Les nomades n'ont pas la même notion de l'espace (transhumance) que les sédentaires agriculteurs enracinés dans leurs villages.

◆ **Ce que vous nous décrivez ne date pas d'hier, n'est-ce pas ?**

Toute l'histoire profonde du Sahel est l'histoire de la confrontation entre les nomades et les sédentaires pour la possession de la zone intermédiaire. Sur la longue durée, l'histoire de cette zone a connu plusieurs phases: celles durant lesquelles les Sud, ayant constitué de grands empires, réussirent à s'imposer aux nomades du nord et ont pu commercer avec l'Afrique du nord et le Maghreb. Trois exemples: le 11^{ème} siècle (avec le royaume de Ghana, situé vers le Sénégal actuel), l'Empire de Mali au 12^{ème} et 13^{ème} siècle (englobant une partie du Sénégal et du Mali actuel) enfin, au 15^{ème} et 16^{ème} siècle, le grand empire Songhaï (qui contrôlait toute la boucle du Niger). Chaque fois que les empires se sont délités, les nomades ont pénétré jusqu'à la boucle du fleuve (région de Gao au Mali)...

◆ **C'est ce qui se passe aujourd'hui avec les Touaregs au Mali ?**

Les Touaregs, qui se sont soulevés contre l'Etat malien au mois de janvier 2012, furent au 15^{ème} siècle tributaires de l'empire Songhaï et ce sont eux qui, pour le compte de l'empire Songhaï, empêchaient les autres confédérations touaregs de descendre vers le Sud. C'est une affaire à la fois fine et complexe à comprendre. Au Mali, il y a en fait trois ensembles de populations: celles qui vivent dans le nord du Sahel et dans le Sahara (pas exclusivement touaregs), les populations noires qui vivent le long du fleuve Niger et celles qui vivent dans la région de Bamako. Par certains cotés, les populations noires du fleuve vont avoir avec les Touaregs (qu'ils détestent) plus de proximités qu'avec les populations de la région de Bamako.

◆ **Donc doit-on parler du peuple touareg ou de groupes de Touaregs ?**

Le Touareg au sens politique n'existe pas; il faut parler des Touaregs. D'ailleurs, de quels Touaregs parle t'on? Est-ce qu'on parle des Touaregs du Niger, des Touaregs d'Algérie, des Touaregs du Mali ou des Touaregs du fleuve, qui sont noirs (contrairement aux autres) et qui ont été « touareguisés » au fil des siècles par les Touaregs du nord désireux d'accéder au fleuve, à certaines périodes de l'année pour leur bétail? Comme ils ne voulaient pas s'y installer en permanence, considérant que le fleuve était porteur de maladies, ils avaient donc vassalisé des populations noires qui étaient en quelque sorte devenues leurs gardiens de troupeaux aux périodes de transhumance. Ces populations vassales ont peu à peu adhéré à la philosophie existentielle des Touaregs, ont reconnu leur hiérarchie clanique et se sont mises à parler leur langue.

*Blog de Bernard Lugan présentant ses livres publiés: <http://bernardlugan.blogspot.fr/>

**L'Afrique interlacustre ou Afrique des Grands Lacs : Ouganda, Rwanda, Burundi et une petite partie de la RDC et de la Tanzanie.

Interview de Bernard Lugan

Historien et Directeur de la revue L'Afrique Réelle

◆ Est-ce là qu'il faut trouver l'explication de la fuite au Niger d'une unité militaire malienne ?

Le colonel malien Alaji Ag Gamou, issu de cette caste de Touaregs du fleuve, s'est en effet illustré par sa position ambiguë, lors des événements de janvier 2012 dans le nord du Mali. Il commandait la seule unité valable de l'armée malienne, disposait de 8 semi-blindés BRDM, de 77 véhicules 4x4 et d'environ 500 soldats dont les 3/4 issus de sa propre ethnie, les Touaregs Imaghads. Pour ne pas être obligé de choisir entre ses "suzerains" du nord et le gouvernement de Bamako, en mai 2012 il a choisi de partir au Niger avec son unité et de se cantonner près de Niamey, alors que c'était la seule force malienne capable de se battre contre AQMI et les islamistes. En revenant au nord Mali le 11 janvier dernier et en prenant la ville de Menaka sans un coup de feu, le colonel et ses hommes n'ont pas seulement coupé la route à d'éventuels fuyards islamistes, ils ont surtout sécurisé la zone, en lieu et place de l'armée malienne (de Bamako) qui n'était pas la bienvenue dans cette région... Il fait donc le "tampon". Si nous voulons comprendre la situation dans le Sahel, nous devons avoir à l'esprit tout ce système de rapports sociaux anciens, excessivement fins et volatils. Si un jour s'installe un système fédéral réel au Mali, le colonel Gamou jouera un rôle important dans la partie nord du pays, surtout que, dans son groupe, il n'a pas que des Touaregs.

◆ Vous parlez de fédération, pourquoi pas de partition ?

La partition serait idéale, mais ce n'est pas possible pour plusieurs raisons. D'abord, l'Algérie n'en voudra jamais, car elle ne peut se permettre d'avoir un pays touareg indépendant au sud de sa propre zone touareg, et l'Algérie est incontournable car c'est la grande puissance de la région. De plus la partie nord du Mali, l'Azawad, n'est pas peuplée que par des Touaregs: l'Azawad du nord-est, adossé à l'Algérie, est peuplé de Touaregs; le grand Azawad du désert plat, à l'ouest, est peuplé de Maures, apparentés familialement aux tribus de Mauritanie; enfin au sud, l'Azawad du fleuve dont nous avons parlé précédemment. Si on crée un Etat de l'Azawad indépendant, ce sera immédiatement la guerre civile entre ces 3 composantes. Donc la seule solution viable serait une fédération, ou une confédération, avec une grande entité du nord subdivisée en 3 préfectures, ou quelque chose dans cette voie.

◆ L'opération Serval marque t'elle la fin de la « Françafrique » ou le début d'une nouvelle ère ?

La "Françafrique" est un fantasme de journalistes et de tiers-mondistes, car il n'y en a jamais eu. Il y a toujours eu des réseaux français en Afrique, des réseaux multiples d'ailleurs (des réseaux socialistes, des réseaux maçons, des réseaux libéraux, des réseaux militaires, etc.) et à tous niveaux. Ce n'est pas non plus parce que tel ou tel a 4 ou 5 copains africains qu'il faut immédiatement parler de réseau. A aucun moment ces nombreux réseaux n'ont été coagulés, donc il n'y a pas de "Françafrique". La géopolitique africaine a été, en revanche, totalement bouleversée ces deux dernières années par deux éléments. D'abord par la chute de Kadhafi, qui a ouvert un ventre mou dans toute la partie saharienne qui va jusqu'au Tchad et, d'ailleurs, les prochains événements pourraient bien se situer au Tchad le jour où Idris Deby viendrait à disparaître; ce jour-là, on s'apercevrait que le Mali était une partie de plaisir par comparaison. Deuxième élément majeur à considérer, l'abandon depuis quelques mois de l'Afrique par les Etats-Unis, depuis que le gaz de schiste a remplacé leur besoin énergétique en hydrocarbures, ce qui prouve bien que l'intérêt américain en Afrique n'était mu que par le pétrole et leur diversification de sources d'approvisionnements face au Moyen-Orient, tout en empêchant la Chine d'y accéder. Leur projet était de faire passer de 15% à 25% la part de l'Afrique dans leur approvisionnement global, donc en s'approvisionnant dans le golfe de Guinée, et pour garantir la sécurité du golfe de Guinée il fallait tenir le Sahel. Les Américains avaient, eux, bien compris que tous les problèmes de l'ouest africain sont des problèmes nord/sud, d'où cette fantasmagorie du terrorisme pour pouvoir installer des antennes US dans l'ouest africain. Leur déconvenue au Mali, doublée de l'apparition des possibilités du gaz de schiste, leur a fait précipitamment plier bagages.

◆ Donc la France remplit un vide, c'est bien ça ?

La politique française de repli africain à partir de 2007 avait créé un vide dont les Américains ont su profiter. Maintenant que ces derniers se sont retirés, comme on attend toujours les Européens et pour longtemps encore je pense, seuls les Français pouvaient rapidement se redéployer dans la région pour y garantir les grands équilibres, en s'appuyant sur deux alliés, le Tchad et l'Algérie, et en bénéficiant du soutien objectif de la Chine. La seule question qui se pose désormais est de savoir si nous avons les moyens de reconstituer l'AOF***...

Interview réalisée par Alain Establier

*** AOF : Afrique Occidentale française

Dans les Secteurs

→ 6ème Rencontres parlementaires sur la Sécurité

Le 19 février dernier, des députés, des sénateurs, des fonctionnaires et des industriels intéressés par les problématiques de Sécurité ont confronté leurs idées sur l'évolution nécessaire des politiques de sécurité devant l'aggravation des nouvelles criminalités. Comme on pouvait s'y attendre, beaucoup d'intervenants sont restés dans un discours convenu et politiquement correct ne permettant pas de faire bouger le statu quo en la matière. Cependant, quelques personnalités ont présenté des constats intéressants, souligné des risques majeurs ou soulevé des idées bousculant l'ordre (ou le désordre) établi. Le député Eric Ciotti, après avoir constaté que la vidéosurveillance dans les villes avait soulevé pendant des années le courroux de certains, s'est réjoui qu'un consensus nouveau se soit dégagé autour de la "vidéoprotection" municipale. Par contre, il a regretté que la majorité des parlementaires ne soit toujours pas consciente de l'importance de la fraude documentaire, de l'usurpation d'identité et de leurs conséquences. Le député et ancien magistrat Alain Marsaud a rappelé que la République française reculait tous les jours sur les territoires (Corse, quartiers, centre-ville) et qu'il fallait constater l'échec des politiques menées depuis 30 ans. Avec son aisance oratoire habituelle, le criminologue Alain Bauer a rappelé que disserter sur l'avenir de la sécurité ne servait à rien si on ne résolvait pas la question préalable "quelles missions de Sécurité pour quels territoires ?", sous-entendant que la réponse ne pouvait être unique et centralisatrice. Au passage, il rappelait que les fichiers en France étaient soit inexacts, soit incomplets, soit carrément faux, et que leur gestion était défailante en matière de "stocks", en matière de flux et en matière d'outils d'analyse. Il illustra la gestion kafkaïenne de la Sécurité en France en rappelant que les effectifs de la Police nationale relevaient de 125 cycles horaires différents possibles! N'importe quelle organisation privée aurait déposé son bilan depuis bien longtemps devant un tel frein à l'efficacité...

→ 19ème Rencontres parlementaires sur la Défense

En cette période de pré-Livre Blanc de la Défense et au moment où la France est engagée au Sahel, ce colloque a permis de reposer des questions intéressantes autour de la chimérique Europe de la Défense et des problématiques d'exportation de matériels français. Le député européen Arnaud Danjean a rappelé le désintérêt relatif des Etats-européens, dans leur grande majorité (l'Europe de la Défense n'a pas la même signification pour un Allemand, un Français ou un Estonien...), et surtout des structures européennes pour les questions de Défense, soulignant le fossé qui existait, entre le nord-est de l'Europe et son sud-ouest, sur la définition et la hiérarchisation des priorités et des menaces, cause première de l'hétérogénéité dans la volonté d'agir au Mali par exemple. Olivier Zajec, du cabinet CEIS, suggéra que l'aversion de certains pays pour les OPEX venait probablement du constat négatif de 10 ans de présence en Afghanistan. Mais, face à la démilitarisation lente constatée en Europe, il rappela que les risques de conflit existaient vraiment (Chine c/ USA en soutien de Taiwan, Inde c/ Pakistan, Iran), que l'acquisition de moyens matériels de haute intensité présentait un réel danger (le Hezbollah au Liban) et qu'en matière de conflit lourd l'impossible n'était jamais certain. Donc il plaida pour que la France garde son autonomie de Défense. Pour autant, au plan industriel, la duplication est lourde budgétairement donc il y a nécessité à coopérer entre industriels européens pour faire émerger des champions, tout en conservant l'avance technologique et en se protégeant contre les "faux européens". Pas si simple! En tous cas, et ce n'est pas l'industrie automobile qui dira le contraire, pour pouvoir conquérir des marchés externes il faut avoir des bases nationales fortes, donc des industriels bénéficiant d'un environnement domestique favorable pour y maintenir des emplois...

→ Modernisation et cadre juridique du renseignement en France: Lille le 04 avril 2013

Le système français de renseignement a connu dans la dernière décennie des évolutions tant opérationnelles qu'institutionnelles (création de la DCRI, coordonnateur national du renseignement, délégation parlementaire au renseignement...). Cette modernisation devrait se poursuivre et l'on attend d'éventuelles propositions visant à donner un statut législatif aux activités de renseignement d'Etat. Le 4 avril à l'Université Lille2, se tiendra une journée d'études organisée sous la coordination scientifique du Professeur Bertrand Warusfel. Vous en trouverez le programme détaillé sur le lien suivant:

http://crdp.univ-lille2.fr/uploads/media/ProgrRenseignementLille2_40413.pdf

Les marchés financiers

→ Tendances générales des marchés

Les accords européens et le programme "Outright Monetary Transactions" de la BCE (inactivé à ce jour) ont, l'été dernier, restauré la confiance dans l'Euro qui a grimpé de 1.20\$ fin juillet 2012 à 1.37\$ début février 2013. Cette hausse devenait trop rapide et trop importante, et menaçait d'annuler les gains de compétitivité réalisés dans les pays du sud de l'Europe. Le mouvement de correction en cours qui, en 5 semaines, a ramené l'Euro en-dessous de 1.30\$ est donc bienvenu et devrait se poursuivre (au moins jusqu'à 1.25\$) dans les prochains mois pour deux raisons principales. Premièrement, l'évolution des politiques des banques centrales va dans le sens d'une Fed moins "accommodante" (baisse du chômage, débat interne sur l'efficacité des achats d'actif, etc.) et d'une BCE, actuellement en mode légèrement restrictif (son bilan se réduit au fur et à mesure des remboursements anticipés des refinancements 3 ans), pouvant redevenir plus souple (risque déflationniste). Deuxièmement, les motifs de nouvelles "surchauffes" dans la Zone Euro restent nombreux: dossier cyprote, crise politique en Italie, dérapage budgétaire en France, montée des tensions sociales, blocage sur le budget européen, débat électoral en Allemagne, etc.

Les Leaders du secteur Security & Defense

Nom	Pays	Cours au 31/12/12	Cours au 28/02/13	Cours au 13/03/13	▲ / ▼	Depuis le 01/01/13
Rheinmetall	DE	36,4	42,14	39,98	▼	10%
Siemens	DE	82,20	79,62	83,18	▲	1%
ThyssenKrupp	DE	17,76	17,27	17,9	▲	1%
Alcatel-Lucent	FR	1	1,07	1,12	▲	12%
Bull	FR	3,1	3,28	3,3	▲	6%
Dassault Aviation	FR	744,1	880	897,55	▲	21%
EADS	FR	29,5	39,18	41,74	▲	41%
Safran	FR	32,6	35,08	35,81	▲	10%
Thales	FR	26,25	26,99	32,68	▲	24%
Fiat Industrial	IT	8,25	9,32	9,1	▼	10%
Finmeccanica	IT	4,35	3,77	3,98	▲	-9%
Hitachi Ltd	JP	504	520	549	▲	9%
Mitsubishi Electric	JP	731	755	803	▲	10%
Panasonic	JP	522	668	681	▲	30%
Sony	JP	958	1338	1500	▲	57%
Assa Abloy	SW	242,9	256,5	254,6	▼	5%
Axis AB	SW	177,5	169	162	▼	-9%
Saab Group	SW	118,4	142	142,2	▲	20%

Nom	Pays	Cours au 31/12/12	Cours au 28/02/13	Cours au 13/03/13	▲ / ▼	Depuis le 01/01/13
Volvo Corp.	SW	88,8	97	98,75	▲	11%
Babcock Int Group	UK	965,5	1073	1104	▲	14%
Bae Systems	UK	336,9	355,1	378,2	▲	12%
Qinetiq Group	UK	183,5	205,2	195,6	▼	7%
Ultra Electronics	UK	1664	1692	1747	▲	5%
Cisco Systems	US	19,65	20,78	21,51	▲	9%
Elbit Systems	US	40,05	39,02	38,94	▼	-3%
General Dynamics	US	69,27	68,54	69,75	▲	1%
Honeywell International	US	63,47	70,38	73,73	▲	16%
Ingersoll Rand	US	47,96	52,42	54,89	▲	14%
L3 Communications	US	76,62	76,83	78,28	▲	2%
Lockheed Martin	US	92,29	88,37	91,83	▲	0%
Northrop Grumman	US	67,58	65,92	67	▲	-1%
Raytheon	US	57,56	55,01	56,95	▲	-1%
SAIC Inc	US	11,32	11,74	12,42	▲	10%
Texas Instruments	US	30,89	34,51	35,22	▲	14%
Tyco International	US	29,25	32,06	31,62	▼	8%
United Technologies	US	82,01	90,56	93,21	▲	14%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

→ Flash sur une valeur

RHEINMETALL

Flottant: 35 630 000 actions soit 89.98 % du total des actions

Cours au 31/12/2012 : 36,40 EUR

Cours au 28/02/2013 : 42,14 EUR

Cours au 13/03/2013 : 39,98 EUR

Variation par rapport au 31/12/2012: + 10 %

Dividende 2012: 1,80 EUR soit un rendement de 4,94 %

Actualités: Rheinmetall a livré à la Bundeswehr le 07/03 son premier système IdZ-ES de soldat du futur, aussi nommé "Gladius", qui comme le Félin permettra au soldat allemand d'être connecté. Rheinmetall a obtenu un contrat de 37M€ de la Bundeswehr pour fournir, fin 2013, 7 véhicules blindés Fuchs/Fox de détection des IEDs et présente son Boxer (avec système de tourelle "Lance" de moyen calibre) concurrent du VBCI de Nexter sur les marchés de véhicules blindés moyens.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
26 rue de la République 92150 Suresnes, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 930 € HT (TVA 5.5%: 981,15 € TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 5.5% 633 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 02 Avril 2013**

Dans les secteurs

→ Bilan 2012 des activités de la Direction Générale de l'Armement (DGA)

Le délégué général Laurent Collet-Billon, présentant son bilan 2012, a tenu à rappeler que l'avenir des systèmes de défense français passait par le maintien d'une expertise technologique qui s'appuie sur l'innovation et/ou des partenariats, tel celui avec les britanniques en matière d'UCAV* du futur. L'année 2012 a été marquée entre autres par la livraison à l'Armée française du 1^{er} Rafale à antenne active, du BPC "Dixmude" (qui a servi à l'opération Serval), de la 1^{ère} FREMM "Aquitaine", du 10.000 système FELIN d'équipement du fantassin, de 196 kits AASM (Armement Air Sol modulaire de Sagem) et des cinq premiers Caiman terrestres (version terrestre de l'hélicoptère NH90). Le plus grand contrat export 2012 a été la sélection par l'Inde du missile Mica pour ses avions de combat et ses systèmes de défense aérienne. Entrant dans le partenariat stratégique signé entre l'Inde et la France, ce contrat est assorti de transferts de technologies. Le DGA a rappelé au passage que ces transferts resteront possibles tant que la France investira suffisamment dans sa R&D et l'innovation pour avoir toujours un pas technologique d'avance: exemple, les essais à la mer réussis du D2AD, démonstrateur de drone à voilure tournante à appontage automatique par mer agitée (force 3 à 5), ouvrant la voie au développement à venir de drones pour les frégates françaises et étrangères. Il a aussi souligné que la DGA avait une expertise duale, entre autres dans les investissements d'aviation civile, dans l'acquisition d'aéronefs pour les Douanes ou la Sécurité civile (à condition qu'il y ait des budgets pour alimenter cette filière d'expertise) et dans la Cyberdéfense (particulièrement autour de la cryptologie). En matière d'expertise Cyber, il a été rappelé que la DGA disposerait en 2013 d'un budget d'études amont de 30M d'euros et souhaitait recruter 200 ingénieurs dédiés d'ici 2015. Evoquant les accords de Lancaster House, le délégué général s'est félicité de la dynamique de coopération technologique active entamée avec les Britanniques (illustrée par l'évaluation en cours à Istres du drone Watchkeeper de Thales), mais aussi du travail fait avec l'Allemagne et l'Italie, malgré certaines difficultés. Seul réel sujet de préoccupation pour la DGA finalement : la baisse de 20% en 2012 des commandes passées aux industriels (6368M€ au lieu de 7964M€ en 2011)...Tout est à craindre à ce régime là!

→ NEXTER : 2012, année du redémarrage

Avec un chiffre d'affaires 2012 de 742 millions d'euros, 862 millions de prises de commandes (+36% par rapport à 2011) grâce à l'export (75%), un plan de charge de 2 ans et demi, et une marge opérationnelle de 15,2%, on peut dire que Nexter voit l'avenir plus sereinement et comme le déclare avec malice Philippe Burtin son PDG: "Finie l'époque où nous faisons pitié, maintenant tout le monde veut nous acheter...mais le rachat n'est pas la voie à suivre, l'alliance est la bonne approche...". Nexter est un groupe de défense terrestre qui évolue dans un marché très concurrentiel, avec des acteurs de plus en plus nombreux sur les produits de moindre technicité (véhicules blindés légers et automoteurs d'artillerie), ce qui ne signifie pas forcément d'équivalente qualité mais génère obligatoirement une guerre des prix. Dans ce contexte international, Nexter tire plutôt bien son épingle du jeu grâce à quelques produits: l'Aravis à l'exportation, le VBCI (100 matériels livrés en 2012) et le Caesar (canon de 155 mm autotracté), tous matériels ayant fait leurs preuves en Afghanistan. Après avoir fait pendant plus d'un an une analyse de ses forces et de ses faiblesses, Nexter a élargi son catalogue avec des produits d'entrée de gamme (ex: Aravis version logistique) ou des versions complémentaires (ex: un VBCI ambulance ou le Trajan, une batterie canon tractée de 155 mm). Par ailleurs, la démarche de progrès de l'entreprise aboutit à des projets de produits nouveaux: le VBMR, un 23 tonnes (en coopération avec RTD) destiné à remplacer le VAB; le char léger EBRC, un 20 tonnes pour remplacer à terme l'AMX 10-RC (30 engagés actuellement au Mali). Les projets? Les discussions engagées entre Nexter et Thales avaient abouti fin 2011 à ce que TDA rejoigne Nexter en échange d'une prise de participation de Thales dans Nexter Systems; les élections en France et le remplacement chez Thales de Luc Vigneron par Jean-Bernard Levy ont tout annulé de ce projet qui avait du sens. En matière d'exportation, de bons espoirs pour 2013 au Canada et aux EAU pour le VBCI, au Danemark pour le Caesar (37 signés avec l'Indonésie), en Inde pour le Trajan (marché de 1400 systèmes!), etc. En matière de diversification des activités, Nexter Services est la filiale prête à prendre en charge des activités, convergentes aux métiers de base du groupe, que les Armées ne voudraient plus assurer par elles-mêmes, avec une notoriété et une légitimité supérieures à d'autres qui s'invitent sur le marché...

*UCAV (Unmanned Combat Air Vehicle): drone volant de combat (ex: le nEUROn de Dassault)